



Westminster & City News

NUMÉRO 05

Du 2 février au 8 février 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

La Banque d'Angleterre maintient la politique monétaire inchangée après la hausse de taux de novembre –

Les membres du Comité de politique monétaire ont voté à l'unanimité le maintien du taux directeur à 0,5 % et le maintien du stock de rachat de dette (435 Md£ de dette souveraine et 10 Md£ de dette privée). Cette décision a été communiquée lors de la publication du [rapport](#) trimestriel sur l'inflation. Bien que la politique monétaire reste largement accommodante et que toute hausse supplémentaire serait graduelle et étendue dans le temps, les membres du comité ont annoncé leur intention de poursuivre un resserrement monétaire à un rythme plus soutenu que celui envisagé précédemment afin de rejoindre la cible de 2% (*somewhat sooner and somewhat at a greater extent* a dit le Gouverneur). Les prévisions de croissance du PIB de la Banque se sont légèrement améliorées à court terme à 1,7 % en 2018, sous l'impulsion d'une demande extérieure plus favorable qu'initialement projetée et du taux de chômage qui demeure à un niveau historiquement bas (4,3 %).

Un Hard Brexit pourrait coûter 80 Md£ aux finances publiques britanniques –

D'après l'étude confidentielle du gouvernement dévoilé par *Buzzfeed* la semaine dernière, le gouvernement devrait emprunter 120 Md£ supplémentaires au cours des 15 prochaines années en cas d'absence d'accord. Ce coût serait partiellement compensé par un gain de 40 Md£. Les régions Nord-Est, *West Midlands*, Irlande du Nord seraient les plus touchées avec des impacts en termes de croissance du PIB atteignant respectivement 16 %, 13 % et 12 %. La région de Londres serait la moins affectée par les différents scénarii. Les prix de détail devraient augmenter de 21 % et ceux de l'alimentation de 17 %. Robert Chote, président de l'OBR, s'est exprimé en faveur d'un accès public au modèle utilisé afin de considérer le poids des hypothèses établies sur les résultats.

Les collectivités locales projettent d'augmenter les taxes locales –

D'après une enquête de *The Local Government Information Unit*, 80 % des collectivités locales (parmi les 113 interrogées) craignent pour leur stabilité financière. 95 % d'entre elles projettent une augmentation des prélèvements locaux et 93 % prévoient une augmentation des charges locales (parking, gestion des déchets, soins etc.). Ces difficultés financières se sont notamment matérialisées dans la collectivité de *Northamptonshire* où un contrôle des dépenses d'urgence fut imposé la semaine dernière. Après huit ans d'austérité, les collectivités locales vont faire face à une réduction de moitié de la dotation attribuée par le gouvernement pour les deux prochaines années.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Les indicateurs de l'activité manufacturière ont chuté en janvier –

Les indices *PMI* demeurent cependant au-dessus de la barre des 50 %, indiquant donc une expansion de l'activité. Le *PMI composite* est passé de 54,7 % en novembre et décembre à 53,2 % en janvier, soit son niveau le plus bas depuis août 2016. La baisse de cet indicateur avancé, reflétant la confiance des acheteurs, présage d'un ralentissement de la croissance du PIB en janvier après avoir atteint 0,5 % au 4^{ème} trimestre 2017. Cette baisse se généralise à tous les secteurs et notamment aux services (environ 80% de l'économie britannique) pour lesquels le *PMI* chute de 1,2 pt. Le secteur manufacturier conserve le *PMI* le plus élevé, loin devant le secteur de la construction, soutenu par la dépréciation de la livre et le dynamisme de la demande à l'export. L'incertitude liée au Brexit serait à l'origine du ralentissement du nombre de commandes.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Le Parlement demande au gouvernement d'examiner l'OPA hostile de Melrose sur GKN – La Présidente de la Commission de la Chambre des Communes chargée des Entreprises, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle, R. Reeves, a [demandé](#) au gouvernement s'il pouvait intervenir dans l'offre publique d'achat (OPA) hostile du fonds d'investissement britannique Melrose sur GKN. Selon le [Telegraph](#), cette opération pourrait affecter la production de composants destinés aux futurs avions de chasse F-35 de l'armée de l'air britannique et ainsi poser des risques au regard de la sécurité nationale. Dans le cadre de la réforme à venir du contrôle des investissements dans les secteurs sensibles, R. Reeves a également invité le gouvernement à soumettre les OPA hostiles au contrôle du parlement et à renforcer la responsabilité des acquéreurs vis-à-vis des engagements pris lors de la publication de l'OPA. GKN a jusqu'au 15 février pour formuler une réponse à l'offre de Melrose.

Les secteurs chimique, pharmaceutique et des transports seraient les plus exposés au Brexit – Selon une [étude](#) réalisée par le *UK Trade Policy Observatory* (UKTPO), une absence d'accord avec l'UE entraînerait une réduction de 19,5 % des exports britanniques en valeur contre 7,3 % pour les imports (biens manufacturés uniquement). Cette variation serait plus faible en cas d'accord avec l'UE, avec une baisse des exports et des imports de respectivement 14,3 % et 4,7 %. Les secteurs chimique, pharmaceutique et des transports seraient les plus exposés avec une diminution des exports supérieure à 9 % pour ces deux scénarii. Les imports britanniques de produits alimentaires pourraient également baisser de 6,8 % en cas d'adhésion à l'EEE, de 29 % en cas d'accord RU-UE et de 46,3 % en l'absence d'accord. Les résultats de cette étude [montrent](#) par ailleurs que les secteurs avec une forte intensité en R&D seraient les plus affectés par le Brexit, notamment car les pays de l'UE à 27 sont leurs principaux clients.

Le contenu national des véhicules automobiles produits au RU se situerait entre 20 % à 25 % – Lors d'une [audition](#) à la Chambre des Communes, le PDG de l'organisation patronale *Society of Motor Manufacturers & Traders* (SMMT), Mike Hawes, a indiqué que le contenu national des véhicules automobiles produits au RU se situerait entre 20 % et 25 %. Dans son Livre blanc de novembre 2017, le ministère des Entreprises, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle avait estimé cette part à 44 % en 2016 et s'était donné pour objectif d'atteindre les 50 % d'ici 2022 (chiffre fondé sur les lieux de facturations). Selon M. Hawes, le contenu national des véhicules automobiles produits au RU pourrait ainsi empêcher les exportateurs britanniques de bénéficier d'exonération de droits de douanes après le Brexit, les accords de libre-échange requérant le plus souvent un seuil de matière originaire entre 55 % et 60 %.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

S. Woods défend le maintien d'un niveau élevé de réglementation financière après le Brexit – Dans un entretien au [Financial Times](#), S. Woods, sous-gouverneur de la Banque d'Angleterre et chef de la *Prudential Regulation Authority*, a répondu aux craintes européennes d'une dérégulation britannique en affirmant que le RU maintiendrait à la suite du Brexit des niveaux de réglementation financière au moins aussi élevés que ceux actuellement en place. Il a argumenté que le RU avait souvent adopté des réglementations allant plus loin que les règles européennes, par exemple dans le cas de la séparation des activités de détail et d'investissement, ou de la responsabilité des cadres dirigeants. A. Bailey, chef de la FCA, se déclare également en complet accord avec la position du Vice-président de la Commission européenne Dombrovskis, lorsque celui-ci affirme que la crise financière « nous a appris que la stabilité financière est mieux protégée par une supervision et des règles coordonnées ».

A. Bailey appelle à la signature d'un MoU avec les régulateurs européens relatif à un accord de transition – Le chef de la FCA [demande](#) la signature d'un *Memorandum of Understanding* entre régulateurs européens et britanniques afin de montrer leur engagement respectif à une période de transition ordonnée. Il s'agit également selon lui d'apporter plus de transparence quant à la mise en œuvre pratique d'une transition. A. Bailey a rappelé trois risques pour la stabilité financière qui rendent nécessaire une transition : la continuité des contrats de dérivés représentant 26 Md€ et 36 millions d'assurés ; l'arrêt abrupt de l'utilisation des chambres de compensation londoniennes pour les produits en euro ; la continuité des flux de données entre l'UE et le RU. S. Woods avait également affirmé que la BoE apporterait son soutien réglementaire à une période de transition, quand bien même un accord légal ne serait pas finalisé à temps. Par ailleurs, A. Bailey met en cause la position européenne selon

laquelle un accord commercial ne peut inclure les services financiers, en affirmant que l'UE avait elle-même proposé un chapitre sur le sujet pour le TTIP.

BANQUES ET ASSUREURS

La PRA renforce son approche de la responsabilité individuelle dans l'assurance – Effective le 10 décembre 2018, cette nouvelle [approche](#) de la PRA en matière de responsabilité individuelle dans le secteur de l'assurance pose certaines exigences relatives au régime des cadres dirigeants dans l'assurance (SIMR) et à la mise en œuvre des standards de conduite et des notifications associées. L'approche s'adresse aux assureurs britanniques soumis à Solvabilité II, ainsi qu'aux succursales d'assureurs étrangers concernés par la transposition au RU de cette même directive. Par ailleurs, suite à une proposition de la Commission européenne, la PRA propose, dans une [consultation](#) pour réponse au 12 février 2018, de reporter l'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2018 de la Directive relative à la distribution d'assurance. La date de transposition était à l'origine fixée au 23 février 2018.

La banque Lloyds supprime 930 emplois au RU, privilégiant la banque en ligne aux agences – Cette suppression de postes s'inscrit dans les processus actuels de restructuration des banques britanniques et vise à diminuer les coûts tout en répondant aux attentes des clients, qui privilégient de plus en plus les options de banques en ligne plutôt que les agences traditionnelles. Dans une logique similaire, RBS avait annoncé en décembre dernier la fermeture d'un peu plus de 1000 agences et la suppression de 680 emplois. Lloyds devrait quant à elle fermer environ 49 de ses 2000 agences au RU mais prévoit également d'embaucher 465 nouveaux employés.

NOMINATIONS

A. Brazier, D. Kohn et M. Taylor voient leurs mandats prolongés au *Financial Policy Committee* – [Alex Brazier](#), directeur du *Financial Stability Strategy and Risk* (branche de la BoE responsable notamment de soutenir le travail du *Financial Policy Committee*) a été [nommé](#) pour servir un nouveau mandat de trois ans au FPC à compter du 31 mars 2018. [D. Kohn](#) (ancien Vice-Président de la Fed) est également renommé pour trois ans, tandis que [M. Taylor](#) servira 12 à 15 mois supplémentaires. Dans un souci de transparence, la Banque d'Angleterre a également publié en ligne le CV et le questionnaire de réponse au *Treasury Select Committee* d'E. Stheeman, nommée en novembre dernier comme membre externe du FPC. Au sein de la BoE, le FPC a pour mission d'améliorer la stabilité financière du RU à la suite de la crise de 2008.

FINTECH

Lloyds et Virgin interdisent l'utilisation de cartes de crédit pour l'achat de crypto-monnaie – Cette restriction concerne tous les clients de Virgin Money, Lloyds Bank, Bank of Scotland, Halifax et MBNA, qui peuvent néanmoins toujours utiliser leurs cartes de débit pour l'achat de crypto-monnaie. Lloyds Bank motive cette décision par la volonté de protéger ses consommateurs contre le surendettement dans ces actifs hautement volatiles. Barclays et RBS affirment quant à elles qu'elles n'ont pour le moment pas mis en place de mesure similaire, bien qu'elles continuent de surveiller attentivement les risques de défaut de crédit et d'activités frauduleuses. MasterCard avait déclaré la semaine dernière que le volume des transactions transfrontalières sur son réseau avait augmenté de 22 %, notamment porté par l'utilisation de cartes de crédit pour l'achat de crypto-monnaie. Cette tendance aurait cependant diminué depuis la chute des cours du bitcoin. Les banques britanniques sont très frileuses sur cette question, notamment en raison des risques de blanchiment d'argent.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Guillaume de Conihout, Robin Fournier, Margaux Sauvaget et Louis Martin.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 8 février 2018